



Déclaration de soutien de la CGT Educ'action au Planning Familial

Depuis près de 60 ans, le Planning familial a été au cœur des luttes pour l'émancipation des femmes. « Un enfant quand je veux, si je veux » n'était pas seulement un slogan, c'était la revendication légitime de millions de femmes vivant l'angoisse d'une grossesse non désirée dans un pays où la libre disposition de leur corps leur était refusée, mais qui ne les empêchait pas d'avorter clandestinement, y compris au péril de leur vie.

Par leurs actions, les militantes et les militants du Planning ont contribué à la conquête du droit à la contraception et à l'avortement. Depuis, elles, ils, continuent à livrer bataille pour que ces droits soient respectés, pour que les femmes soient informées, écoutées et accompagnées, parfois à l'étranger quand les délais légaux sont dépassés en France.

La situation en PACA est d'ailleurs assez alarmante : nombre d'établissements hospitaliers refusent d'aller au-delà de 10 semaines de grossesse, alors que le délai légal est de 12 semaines, et dans le Var par exemple, il faut au moins 3 semaines pour avoir un rendez-vous, alors que la loi stipule 5 jours. Toutes ces restrictions à l'exercice du droit, sur fond d'austérité et d'idéologie, conduisent les femmes à être hors délais.

En France, en Europe et partout dans le monde, la question de l'IVG a toujours été au centre des attaques de l'extrême droite et de la droite réactionnaire. Dans les pays qui autorisent l'IVG, ces attaques sont régulières. Encore tout récemment, en septembre 2015, le sénat espagnol a adopté une réforme du droit à l'avortement qui indique que les mineures ne pourront plus avorter sans le consentement de leurs parents. Il s'agit d'une version « assouplie » par rapport au projet de loi initial, qui prévoyait de n'autoriser l'IVG qu'en cas de viol ou de grave danger pour la vie de la femme enceinte. Cet exemple est très révélateur de la stratégie mise en place pour supprimer le droit à l'IVG : quand les militants anti-IVG réclament dans la rue la suppression pure et simple du droit à l'IVG, leurs alliés au pouvoir, eux, l'entament petit à petit, à coups de révisions de la loi.

En pleines élections régionales, c'est la même stratégie qui est envisagée par le FN. La loi sur l'IVG n'étant bien sûr pas de la compétence des régions, le FN, à deux doigts de l'emporter dans plusieurs régions, se garde bien de se prononcer contre l'avortement. Il annonce vouloir remettre simplement en question les subventions au Planning familial... Il sous entend ainsi que le droit à l'avortement devrait être à nouveau débattu par la classe dirigeante. C'est cet aspect qui est nouveau dans notre paysage politique. Jusqu'à présent, la remise en cause du droit à l'avortement était le fait de mouvements pro vie, de militants réactionnaires plus ou moins bien organisés et autres curés en soutane priant à genoux devant des cliniques. Aujourd'hui, leurs discours ont des échos dans les campagnes électorales, dans les propos du FN, dans leurs déclarations médiatiques. Ils ont pris soudainement de la place dans le débat public. La Manif Pour Tous leur a bien préparé cette place.

Ces droits sont donc fragiles et le combat est quotidien contre tous les réactionnaires de droite, d'extrême droite et fondamentalistes religieux, qui, hier comme aujourd'hui, veulent imposer leur idéologie sur le corps des femmes en leur déniaient le droit de décider et d'être actrice de leur vie.

Les déclarations du FN sur « les avortements de complaisance ou de confort » et sur la suppression des subventions au Planning, sont dans le droit fil du Docteur Lejeune dans les années 1960, des commandos anti-IVG dans les années 1990, du lobbying des pro-life pour un statut du fœtus. Autant de courants nauséabonds qui remettent en cause l'égalité entre les femmes et les hommes. Car s'attaquer ainsi au Planning, c'est plus largement s'attaquer aux droits des femmes dans leur globalité : la lutte contre les violences, la lutte contre les stéréotypes sexistes.

La CGT Educ'action affirme son soutien au Planning Familial dans son combat pour l'émancipation et le vivre ensemble dans une société d'égalité entre les femmes et les hommes. Le Planning ne (la) fermera pas, c'est le titre de la pétition qu'il vient de lancer. Nous serons à ses côtés.

Montreuil, le 11 décembre 2015